FSU SNUipp

LIVRE BLANC 2026 · L'ESSENTIEL

Du temps
Des moyens
Du salaire
On vote pour

31 fiches, nos propositions pour l'école publique, ses élèves et ses personnels. Pour aller plus loin, chaque fiche a son QR code.

l'école c'est NOUS!

Transformer l'école

Améliorer les conditions d'exercice

Conforter les pratiques professionnelles

Une école pour toutes et tous

Du 3 au 10 décembre, je vote FSU & FSU-SNUipp

NOS MARQUEURS

Six mesures qui reviennent de fiche en fiche

Le livre blanc compte plus de 200 propositions. Celles-ci traversent tout le document, parce qu'elles touchent à tout : les élèves, le métier, les salaires, la santé.

22

élèves maximum par classe

18 en éducation prioritaire, en rural et en multiniveaux, 15 en TPS et PS

Fiches n° 1, 5

1 pour 3

un poste « plus de maîtres·ses que de classes » pour trois classes

dès la maternelle et sur tout le territoire

Fiches n° 1, 2, 3, 5, 7, 8, 18, 20

18 h + 3 h

baisse du temps de travail des PE, avec 18 heures devant élèves, 3 heures libérées

pour la concertation, la formation et la préparation

Fiches n° 1, 2, 5, 7, 18, 20

+ 300 €

nets pour toutes et tous

par l'ajout de points d'indice, et un point d'indice indexé sur l'inflation

Fiches n° 11

24 h + 3 h

reconnues comme un temps complet pour les AESH

dans un nouveau corps de catégorie B de la Fonction publique

Fiches n° 3, 10, 12, 13, 15

0

jour de carence

retour au congé maladie ordinaire rémunéré à 100 %

Fiches n° 13, 16, 17

Dans les pages qui suivent : pour chaque fiche, le constat en une phrase, trois propositions, un chiffre clé et un QR code vers la fiche complète en ligne.

Transformer l'école

01 Baisse démographique : une occasion pour faire mieux d'école

Le constat. Selon la DEPP, le premier degré devrait perdre près de 933 000 élèves entre 2025 et 2035.

- **Conserver les emplois libérés par la baisse démographique et programmer les recrutements nécessaires.**
- **Limiter toutes les classes à 22 élèves, 18 en éducation prioritaire, en rural et dans les classes multiniveaux, 15 en TPS et PS.**
- **Renforcer le remplacement, les RASED, les enseignant·es spécialisé·es et les moyens de l'école inclusive.**

–933 000

élèves en moins dans le premier degré d'ici 2035

Source : DEPP

Lire la fiche complète

02 Affronter les inégalités scolaires

Le constat. Comparaisons internationales (PISA, TIMSS, PIRLS…), rapports du CNESCO, notes de la DEPP montrent que le système éducatif français est l'un des plus inégalitaires des pays de l'OCDE.

- **Engager un « plan d'urgence » pour l'École.**
- **Transformer le métier (18 h + 3 h, « plus de maîtres·ses que de classes »…) pour lutter contre ce qui fait entrave aux apprentissages.**
- **Renforcer la prévention et l'adaptation scolaire (RASED, SEGPA), déployer des équipes pluriprofessionnelles sur tout le territoire (infirmières, assistantes sociales…).**

22 %

d'écart de performance entre le quart des élèves les plus défavorisés et le quart des plus favorisés socio-économiquement

Source : PISA 2025

Lire la fiche complète

03 École inclusive : engager des moyens pour garantir les droits

Le constat. Dans le premier degré, près de 250 000 élèves en situation de handicap étaient scolarisé·es en 2024-2025, soit 63 % de plus en dix ans.

- **Abandonner les PAS et ouvrir de réelles négociations sur l'école inclusive.**
- **Respecter les notifications de première intention de la MDPH, avec la création de toutes les places nécessaires.**
- **Organiser des États généraux de l'école inclusive associant tous les partenaires concerné·es.**

250 000

élèves en situation de handicap scolarisé·es dans le premier degré

Source : ministère de l'Éducation nationale

Lire la fiche complète

04 Une culture commune émancipatrice

Le constat. Les récents programmes du primaire, qui ont pour norme un élève en réussite, et le pilotage pédagogique autoritaire qui impose des pratiques standardisées, restreignent pour beaucoup d' élèves l'accès aux apprentissages, moyens de leur émancipation.

- **Changer de norme en considérant central le rapport aux savoirs des élèves des classes populaires ;**
- **Transformer les pratiques en s'adossant aux travaux de la recherche pour s'appuyer sur le collectif ;**
- **Garantir, en explicitant les véritables enjeux d'apprentissage, une même ambition pour toutes et tous.**

58 %

du temps scolaire consacré au français et aux maths en France, contre moins de 45 % dans les pays moins inégalitaires

Source : PIRLS

Lire la fiche complète

05 Transformer le métier enseignant / l'école : "18h+3h" + effectifs + PDMQDC

Le constat. Le métier enseignant a été largement transformé depuis 10 ans.

- **Aller vers un temps de travail des PE réparti en 18 heures devant élèves et trois heures libérées pour la concertation, la formation et la préparation, sans réduire le temps scolaire des élèves.**
- **Abandonner le contrôle des pratiques enseignantes.**
- **Abandonner les évaluations nationales.**

90 %

des enseignant·es en France pensent que l'intelligence peut évoluer

Source : TALIS

Lire la fiche complète

06 École maternelle : école première

Le constat. La spécificité et le sens de l'école maternelle, école première, ne cessent d'être attaqués.

- **Retour aux programmes de 2015, qui restent la référence pour les enseignant ·es en termes de missions et pratiques pédagogiques.**
- **Affectation d'une ATSEM par classe à temps plein, remplacée en cas d'absence.**
- **Création d'un service public de la petite enfance**

35,2 % → 9 %

taux de scolarisation des enfants de moins de 3 ans, de 1999 à 2025

Source : DEPP

Lire la fiche complète

07 Réengager une politique nationale d'éducation prioritaire

Le constat. Le gel de la carte de l'éducation prioritaire (EP) depuis 2014 empêche la prise en compte de l'évolution des écoles.

- **Maintien d'une politique nationale avec un label unique attribué à chaque école basé sur celui des REP+.**
- **Baisse des effectifs dans toutes les classes avec au maximum 18 élèves par classe, 15 en petite et toute petite section.**
- **Refus d'une part variable de l'indemnité REP+.**

2 691

écoles devraient entrer dans l'éducation prioritaire avec un seuil d'IPS à 91,5 (713 en sortiraient)

Source : données DEPP

Lire la fiche complète

08 École rurale : faire vivre l'École dans les territoires

Le constat. L'école rurale, de montagne ou en site isolé est souvent l'un des derniers services publics de proximité.

- **Maintenir un maillage resserré d'écoles publiques, sans fermeture imposée ni seuil automatique.**
- **Adopter une charte nationale de l'école rurale, de montagne et en site isolé, avec des moyens pérennes.**
- **Garantir la gratuité des transports scolaires et limiter les temps de trajet à 30 minutes.**

415

écoles publiques fermées en 2025

Source : DEPP

Lire la fiche complète

09 Urgence écologique : bâtir un environnement scolaire résilient.

Le constat. En 2025, l'Alliance écologique et sociale (AES) dénonçait dans un rapport sur l'état du bâti scolaire : bâtiments peu isolés, mal ventilés, avec une inertie thermique faible.

- **Exiger une réglementation contraignante fixant des températures minimales et maximales pour garantir des conditions de travail et d'apprentissage décentes.**
- **Lancer un plan massif d'investissement public pour la réhabilitation thermique, la végétalisation des cours et l'adaptation climatique du bâti scolaire, en impliquant les personnels et les usager·es.**
- **Créer un Observatoire national du bâti scolaire.**

0

donnée fiable sur l'état réel du bâti scolaire au niveau du ministère

Source : ministère de l'Éducation nationale

Lire la fiche complète

Améliorer les conditions d'exercice

10 Rendre les métiers attractifs

Le constat. Depuis 2013, toutes les sessions du CRPE ont été marquées par des pertes de recrutement faute de candidat·es.

- **Pré-recrutements dès la première année de licence avec une rémunération, sécuriser les parcours et démocratiser l'accès au métier**
- **Formation initiale rémunérée de deux ans, sous statut de fonctionnaire stagiaire, validée par un master.**
- **Augmentation des salaires afin de garantir un niveau de vie décent et donner envie aux étudiant·es de s'engager dans ces métiers.**

4 %

des enseignant·es estiment que leur métier est valorisé par la société

Source : TALIS

Lire la fiche complète

11 En finir avec le déclassement salarial

Le constat. Les PE français sont moins bien payé·es que la plupart de leurs homologues des autres pays de l'Union européenne.

- **Revaloriser immédiatement les salaires d'au moins 300 euros nets pour toutes et tous par l'ajout de points d'indice sur les grilles indiciaires.**
- **Revaloriser la valeur du point d'indice de 20% pour rattraper les pertes liées à l'inflation cumulée depuis 2010 non répercutée sur les salaires des agent·es de la Fonction publique.**
- **Indexer la valeur du point d'indice sur l'inflation pour éviter toute future perte de pouvoir d'achat.**

+6,3 %

pour le point d'indice depuis 2010, quand l'inflation atteint +30,3 %

Source : ministère de l'Action et des Comptes publics, Insee

Lire la fiche complète

12 AESH : un vrai statut, une vraie carrière

Le constat. Plus d'un personnel sur dix de l'Éducation Nationale est aujourd'hui accompagnant d'élèves en situation de handicap, soit 140 000 agent-es, dont 85 000 en CDI.

- **Créer un nouveau corps de la Fonction publique pour reconnaître les missions exercées par les AESH et leur professionnalité.**
- **Garantir un temps complet à tous les personnels AESH, en leur reconnaissant un temps de travail de 24h d'accompagnement complété de 3h hebdomadaires pour les temps connexes.**
- **Abandonner les PIAL et les PAS et la logique de mutualisation des aides humaines.**

140 000

AESH en 2026

Source : DEPP

Lire la fiche complète

13 Reconquérir et renforcer les droits des personnels

Le constat. La loi de transformation de la Fonction publique a dissout en 2019 les compétences des commissions administratives paritaires (CAP) en matière de droits et de carrière pour donner la priorité aux recours individuels.

- **Créer une grille indiciaire unique, sur un seul grade, avec un avancement au même rythme, le plus rapide, pour atteindre l'indice terminal 1000.**
- **Accorder les autorisations d'absences avec traitement et sans conséquence sur la carrière.**
- **Abroger le jour de carence et revenir au congé maladie ordinaire rémunéré à 100%**

23,23 %

seulement des demandes de changement de département sont satisfaites

Source : ministère de l'Éducation nationale

Lire la fiche complète

14 Améliorer et conforter la direction et le fonctionnement de l'école

Le constat. Depuis l'abrogation du décret des maîtres directeurs en 1987, le fonctionnement des écoles fait régulièrement débat.

- **Abrogation de la loi Rilhac**
- **Création d'emplois statutaires à temps plein pour assurer une aide à la direction et au fonctionnement de chaque école.**
- **Amélioration du temps de décharge des directeur·trices en créant des moyens à cet effet. Chaque école doit bénéficier d'au moins ¼ de décharge : 1 à 3 cl : ¼ de décharge · 4 à 6 cl : ½ de décharge · 7 à 9 cl : ¾ de décharge · À partir de 10 cl : décharge totale.**

85 %

des enseignant·es jugent qu'un directeur ou une directrice « supérieur hiérarchique » n'aiderait pas l'école à mieux fonctionner

Source : enquête Harris Interactive « École & Métier », 2022

Lire la fiche complète

15 Assurer l'égalité femmes / hommes au travail

Le constat. Dans le premier degré, les inégalités professionnelles touchent directement les enseignantes et les AESH, deux métiers très féminisés.

- **Revalorisation des PE et des AESH par l'augmentation du point d'indice et des mécanismes correcteurs pour supprimer les écarts de salaire, de carrière et de pension.**
- **Fin des postes à profil, qui affaiblissent les règles collectives d'affectation et peuvent accentuer les inégalités entre les femmes et les hommes.**
- **Le temps partiel, la parentalité et les interruptions de carrière ne doivent plus pénaliser les parcours. L'organisation du travail doit garantir des droits opposables pour préserver la vie personnelle, la santé et le repos.**

2,3 %

des femmes AESH travaillent à temps plein, contre 3,8 % des hommes

Source : DEPP

Lire la fiche complète

16 Protection sociale : des droits en matière de retraite et de santé attaqués

Le constat. Les attaques contre notre modèle social basé sur la solidarité sont de plus en plus violentes et frontales.

- **Retraite à 60 ans, avec 37,5 annuités et 75 % du salaire de référence, sans décote**
- **Abrogation des jours de carence et retour à une indemnisation à 100 % des jours de CMO (congé maladie ordinaire).**
- **« 100 % Sécu des soins prescrits » : l'ensemble des coûts de santé prescrits doit être pris en charge par la sécurité sociale à laquelle chacun·e cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.**

2 632 €

pension moyenne des femmes enseignantes du premier degré public, contre 2 896 € pour les hommes

Source : DEPP

Lire la fiche complète

17 Agir pour la santé au travail des personnels

Le constat. Les conditions de travail se dégradent depuis plusieurs années dans le premier degré.

- **Mise en place d'un véritable service de médecine de prévention pluridisciplinaire (médecin du travail, psychologue du travail, infirmier·e, ergonome, secrétaire…).**
- **Visite médicale quinquennale garantie.**
- **Reconnaissance des pathologies liées aux risques psycho-sociaux (RPS) et inscription du syndrome d'épuisement professionnel ou burn-out au tableau des maladies professionnelles ouvrant droit à congés longs. Simplification des démarches.**

4,6/10

c'est la note que les enseignant·es donnent à leurs conditions de travail

Source : DEPP

Lire la fiche complète

Conforter les pratiques professionnelles

18 Enseigner un métier de conception

Le constat. Le ministère a généralisé les évaluations standardisées à tous les niveaux du CP à la seconde, contre l'avis de la profession.

- **L'abandon des évaluations nationales**
- **La place centrale des collectifs professionnels, leur autonomie et leur pouvoir de décision**
- **La libre disposition des 108h**

35 %

des enseignant·es jugent positivement les formations continues suivies, contre 55 % en moyenne dans l'OCDE

Source : TALIS 2024

Lire la fiche complète

19 AESH : un vrai métier

Le constat. Les AESH exercent un métier avec des gestes professionnels largement construits sur le terrain et par l'autoformation.

- **Construire avec les AESH un référentiel national fondé sur le travail réel.**
- **Garantir une formation initiale qualifiante et diplômante, puis une formation continue effective.**
- **Reconnaître les AESH comme membres à part entière des équipes et garantir leur participation aux ESS et aux autres réunions organisationnelles.**

70 %

des AESH se sentent bien intégré·es dans leur école

Source : enquête FSU-SNUipp

Lire la fiche complète

20 Reconstruire du collectif dans l'école

Le constat. Avec la dégradation de leurs conditions de travail, les personnels subissent un isolement de plus en plus grand au sein des écoles.

- **La libre disposition des 108h à la main des équipes**
- **La fin des injonctions managériales et du pilotage pédagogique**
- **La suppression de la loi Rilhac pour rétablir la mission des directeur·trices, pair parmi leurs pairs, facilitatrice des dynamiques collectives**

89 %

des PE considèrent pouvoir compter les un·es sur les autres

Source : TALIS

Lire la fiche complète

21 Pour une formation initiale de qualité

Le constat. Après un concours à bac+3, les lauréat·es suivent une formation rémunérée de deux ans, conduisant à l'obtention d'un master Métiers de l'Enseignement et de l'Education (M2E).

- **Des pré-recrutements dès la 1re année de licence avec une rémunération permettant de se consacrer entièrement aux études, sécuriser les parcours, démocratiser l'accès au métier et le rendre attractif tout en favorisant une diversité sociale des candidat·es.**
- **Des stages en classe ne dépassant pas un 1/3 temps, passant de l'observation à la responsabilité et permettant d'appréhender tous les cycles.**
- **Une entrée dans le métier progressive après la titularisation avec une 1re année à mi-temps, permettant de compléter sa formation et d'analyser sa pratique.**

60 %

des PE jugent que leur formation initiale n'était pas de grande qualité

Source : TALIS 2024 (DEPP)

Lire la fiche complète

22 Une formation continue tournée vers la professionnalité

Le constat. La formation continue (FC) des PE et des AESH devrait être choisie et avoir lieu sur le temps de classe avec les remplacements nécessaires.

- **La formation continue doit s'organiser notamment sur des temps longs (3 ou 4 semaines). Elle doit avoir lieu sur temps de classe avec remplacement.**
- **Les AESH doivent avoir accès à une formation continue choisie, régulière et sur le temps de travail, ainsi que l'accès effectif aux stages MIN et à des formations communes PE-AESH.**
- **Les temps de formation de REP+ doivent être généralisés à toutes les écoles.**

34 %

des enseignant·es du premier degré se considèrent suffisamment formé·es, contre 61 % en moyenne dans l'OCDE

Source : TALIS

Lire la fiche complète

23 S'assurer d'un numérique à la main des personnels

Le constat. Les écoles primaires sont en grande majorité sous-dotées en matériel fonctionnel, tant pour assurer les tâches de direction que pour celles d'enseignement.

- **Aucun outil numérique ne doit être imposé aux personnels.**
- **Les solutions libres et open source doivent être privilégiées.**
- **La protection des données doit être garantie.**

0

impact, ou quasiment, du plan numérique au cycle 3 sur les apprentissages des élèves

Source : DEPP, mai 2026

Lire la fiche complète

Une école pour toutes et tous

24 Défendre une école qui accueille tous les enfants

Le constat. Le rapport mondial de suivi sur l'éducation 2026 de l'UNESCO conclut que le nombre d'enfants et de jeunes non scolarisé·es a augmenté pour la septième année consécutive, pour atteindre 273 millions, soit 1 enfant sur 6.

- **La scolarisation, sans délai, de tout enfant résidant sur le territoire d'une commune - quelle que soit la situation administrative de sa famille (sans-papiers ou demandeuse d'asile) et y compris dans les DROM- et la prise en charge effective par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) de tous les enfants qui le nécessitent.**
- **La gratuité effective de l'école, de la cantine comme du périscolaire.**
- **Des structures spécialisées UPE2A et des PE formés en nombre suffisant.**

1 sur 6

des enfants et des jeunes dans le monde ne sont pas scolarisé·es, soit 273 millions

Source : UNESCO

Lire la fiche complète

25 Renforcer le lien école-familles

Le constat. La réduction des inégalités scolaires repose notamment sur une collaboration réelle entre l'école et les familles, fondée sur une co-éducation équitable.

- **Institutionnaliser le temps nécessaire aux rencontres avec les familles.**
- **Former les personnels à la co-éducation et au climat scolaire.**
- **Créer un service social scolaire dans le premier degré pour lutter contre les processus individuels et collectifs qui engendrent les maltraitances institutionnelles dans les écoles**

Lire la fiche complète

26 Dualisme scolaire - Argent public pour école publique

Le constat. En 2024, le rapport parlementaire "Vannier & Weissberg" sur le financement de l'école privée sous contrat a révélé l'importance des financements publics pour l'école privée (a minima 75% de chaque établissement), leur opacité et le manque de contrôles.

- **Interdire dans l'immédiat toute subvention publique (directe ou indirecte) aux écoles et établissements privés pour aller à terme vers la nationalisation.**
- **Renforcer les contrôles de l'État sur les programmes et obliger au respect intégral des programmes nationaux sans dérogation possible (EMC, EVARS...)**
- **L'école publique, laïque, gratuite et obligatoire doit être la seule financée par l'État.**

75 %

du financement de l'enseignement privé sous contrat vient de l'argent public

Source : rapport parlementaire Vannier-Weissberg

Lire la fiche complète

27 Protéger les enfants : lutter contre l'infantisme

Le constat. Le caractère systémique des violences physiques et sexuelles exercées sur les enfants ainsi que l'urgence de la protection de l'enfance se sont imposés dans le débat public.

- **Une éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité réellement mise en œuvre dans les écoles et établissements scolaires.**
- **Instaurer un entretien individuel annuel d'évaluation du bien-être de l'enfant et de repérage des violences.**
- **La création d'un service social dédié aux élèves dans les écoles.**

9,7 Md€

par an : c'est ce que coûtent les violences sexuelles faites aux enfants

Source : Ciivise

Lire la fiche complète

28 Une école égalitaire, quels que soient le·s genre·s

Le constat. L'école reste perméable aux discours véhiculant des représentations erronées avec un rôle stéréotypé dévolu à chaque genre.

- **Mettre en place une formation EVAR/S de qualité pour tous·tes les enseignant·es et AESH.**
- **Faire des luttes féministes une préoccupation permanente et continuer le travail de conviction pour engager les personnels sur ce sujet.**
- **S'engager activement dans les luttes pour les droits des personnes LGBTQIA+ et accompagner les personnels concerné·es.**

75 %

des femmes de 15-24 ans estiment qu'il est désavantageux d'être une femme

Source : Haut Conseil à l'égalité

Lire la fiche complète

29 Redistribuer les richesses pour une société égalitaire

Le constat. Depuis plusieurs années, la pauvreté est en hausse en France tandis que les inégalités se creusent.

- **La gratuité totale et effective de l'école (matériel, sorties avec ou sans nuitée), la restauration, le périscolaire et les transports ainsi que l'accès à des vacances pour toutes et tous.**
- **La revalorisation et une indexation a minima sur l'inflation de l'ensemble des salaires et des pensions.**
- **Une fiscalité réellement progressive sur les revenus comme sur le patrimoine.**

3 millions

d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté en France

Source : Insee, Unicef

Lire la fiche complète

30 Lutter contre le racisme

Le constat. Pour la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, la tolérance reste bien ancrée en France, mais les actes à caractère raciste et antisémite sont trop fréquents et ce, quelles que soient les communautés victimes.

- **Permettre d'affronter ses propres biais, influencés par la société dans laquelle nous avons grandi et dans laquelle nous vivons, pour lutter contre le racisme.**
- **Former à la pédagogie antiraciste au sein d'une pédagogie réellement égalitaire qui permette à l'école de lutter contre toutes les discriminations.**
- **Renforcer les moyens pour traiter les cas de discriminations ainsi que leur résolution.**

21 %

des enfants d'immigré·es déclarent ressentir des traitements défavorables et des discriminations durant la scolarité

Source : Ined, Trajectoires et Origines 2, 2026

Lire la fiche complète

31 Défendre une laïcité émancipatrice

Le constat. Principe constitutionnel, la laïcité garantit la liberté de conscience, l'égalité de l'ensemble des citoyen·nes devant la loi quelles que soient leurs convictions, et la neutralité de l'État en matière religieuse.

- **Appliquer le principe de laïcité et défendre son esprit tel que défini par la loi de 1905.**
- **S'opposer à toute mesure qui viserait à élargir la neutralité des agent·es publics aux usagers et aux usagères.**
- **Appliquer la loi de 1905 sur l'ensemble du territoire et donc abroger les statuts dérogatoires d'Alsace-Moselle, de Guyane et de Mayotte.**

Lire la fiche complète

Voter prend 3 minutes.

Du 3 au 10 décembre

je vote FSU & FSU-SNUipp

1

DÈS MAINTENANT

J'ouvre mon espace électeur

- Le lien reçu sur ma boîte pro, ou **snu2.fr/elecpro2026**
- Identifiant : **prenom.nom@ac-votreacademie.fr**
- Un mot de passe (12 caractères) et une question défi. **Je les note.**

Pas reçu de mail ? snu2.fr/elecpro2026 marche quand même.

2

AVANT LE 3 DÉCEMBRE

Je récupère mon code de vote

- **ensap.gouv.fr** → Mes documents employeur → **Carte électorale**
- Pas de compte ENSAP : sur l'espace électeur, bouton **« question défi »** + NUMEN ou n° de sécu, ou **France Connect**

Le code s'affiche 2 minutes : **je le note tout de suite.**

3

DU 3 AU 10 DÉCEMBRE

Je vote

- Espace électeur → **« Accéder au vote »** → mon code de vote
- Je vote à chaque scrutin :

CSA ministériel **CSA académique**	**CAPD**

- Je vérifie la confirmation de vote

Le 10 décembre, ça ferme à 17 h. Pas de vote à 17 h 05.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Du 3 au 10 décembre, je vote FSU & FSU-SNUipp

Ces propositions, ce sont des collègues qui les porteront face au ministère, en CAPD et en CSA. Plus nous serons nombreuses et nombreux à voter, plus elles pèseront.

Le livre blanc complet

elections.fsu-snuipp.fr/livre-blanc

Ça bloque pour voter ? Ligne d'aide FSU-SNUipp : **01 88 80 73 20**.

FSU SNUipp